

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 13

Annonce No 17-5175

Travaux

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville du Puy-Sainte-Réparate.

Correspondant : Mme chelaghemdib laetitia, dgs, avenue des Anciens Combattants 13610 Le Puy Sainte Réparate, tél. : 04-42-61-82-36, télécopieur : 04-42-61-95-87, courriel : dgs@mairie-

lepuy-saintereparate.fr adresse internet : <http://www.klekoon.com>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.klekoon.com>.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : le présent accord cadre a pour objet les travaux d'entretien, de réparation et de construction de la voirie de la commune du PUY-SAINTE-REPARADE.

Mots descripteurs : Voirie.

Type de marché de travaux : exécution.

CPV - Objet principal : 45233120.

Lieu d'exécution : .

Code NUTS : [FR].

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

Accord-cadre avec plusieurs opérateurs.

Nombre maximal de participants à l'accord-cadre envisagé : 3.

Durée de l'accord-cadre : 12 mois.

Caractéristiques principales :

Le présent accord-cadre a pour objet les travaux d'entretien, de réparation et de construction de la voirie de la Commune du Puy-Sainte-Réparate. Il est passé selon la procédure adaptée des articles 27 du Décret no2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (DMP) et 42 de l'ordonnance no2015-899 du 23 juillet 2015 (Omp) relative aux marchés publics. Il s'agit d'un accord-cadre de travaux publics, à bons de commande en application des articles 78, 79 et 80 du Décret no2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Cet accord cadre a une durée d'un (01) an renouvelable, de façon tacite, trois (03) fois. Le Maître d'ouvrage n'étant pas en mesure d'assurer les missions d'organisation, de pilotage et de coordination et, afin de ne pas complexifier les prestations d'un point de vue technique et limiter ainsi la répercussion financier d'un découpage inopportun, il n'est pas prévu de décomposition en lots

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : le montant global des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre est susceptible de varier annuellement dans les limites suivantes : Montant minimum : 50 000 euros (H.T.), Montant maximum : 1 000 000 euros (H.T.)La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).Le dossier de consultation des entreprises (Dce) contient les pièces suivantes :Le règlement de la consultation, Le cahier des clauses administratives particulières, Le devis quantitatif estimatif " estimatif global " non contractuel, Le devis quantitatif estimatif " chantier type " non contractuel, Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes, Le bordereau de prix unitaires, l'acte d'engagement et ses annexes.il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Aucune demande de DCE ne sera prise en compte si elle est envoyée par mail. Le DCE doit être, de préférence, retiré sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : www.klekoon.com. Le dossier de consultation pourra également être retiré ou envoyé par lettre recommandée avec avis de réception (Lrar), après demande écrite (courrier ou télécopieur), aux coordonnées de contact susmentionnées. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 15 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Dans le cadre du présent accord-cadre, trois prestataires maximums seront retenus à l'issue des négociations, si le nombre d'offres adaptées aux exigences de la commune le permet. Le prestataire dont l'offre aura été la mieux classée aura l'obligation de répondre à tous les marchés subséquents lancés par le pouvoir adjudicateur.

Refus des variantes.

Prestations divisées en lots : oui.

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots tous les lots.

Durée du marché ou délai d'exécution : 12 mois à compter de la notification du marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : financement par le budget communal. Règlement par mandat administratif suivant les règles de la comptabilité publique.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : le candidat pourra être une entreprise ou un groupement d'entreprises. Afin de n'avoir aucun frein dans la bonne exécution du marché public, et si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement, en application de l'article 45-iii du Décret no2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. en application de l'article 45-v du Décret no2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Capacité économique et financière - références requises : chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature telles que prévues aux articles 48 et 49 du Décret no2016-360 du 25 mars 2016 : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles; si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet; un extrait K ou K-Bis; Le pouvoir attestant de la capacité du signataire à engager la société (uniquement dans le cas où le signataire n'est pas le gérant mentionné au K-Bis); Une attestation d'assurance en cours de validité

Capacité économique et financière - Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : les candidats sont informés qu'ils doivent attester sur l'honneur ne pas faire l'objet de l'une des trois nouvelles interdictions de soumissionner créées par la Loi du 4 août 2014 pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils pourront à cet effet fournir le Dc1 dans sa nouvelle version ou une attestation sur l'honneur spécifique.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature, certificats de qualification (niveau minimal requis notamment par référence aux qualifications Qualibat ou équivalent) ou références de même nature (notamment certificats des maîtres d'ouvrage sur travaux de même nature) liste de références concernant des prestations de même nature que celles objet du marché sur les trois dernières années.

Marché réservé : non.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : les pièces de la candidature à produire par le candidat, telles que prévues aux articles 48, 49 et 51 du DMP 2016, sont détaillées et listées à l'article 6 du règlement de la consultation, téléchargeable avec le DCE intégral sur le profil d'acheteur www.klekoon.com. Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros. si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : OUI

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix (coefficient de 50% réparti comme suit : DQE "estimatif global" 30% et DQE "chantier type" 20%) : 50 %;
- valeur technique : 40 %;
- délai d'intervention (seul le délai d'intervention rapide, tel que défini à l'article 3 - durée et délai d'exécution du ccap, sera évalué) : 10 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 31 janvier 2017, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2017STECOSH001.

Renseignements complémentaires : pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude du dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir une demande écrite (courrier ou télécopieur aux coordonnées ci-dessus) au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée, par écrit, à tous les candidats ayant retiré le dossier, au plus tard six (06) jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Les réponses verbales n'engagent pas le pouvoir adjudicateur. Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur dont l'adresse est la suivant : www.klekoon.com.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 11 janvier 2017.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Marseille 22, Rue Breteuil Cedex 6 13281 Marseille, courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du Tribunal Administratif de Marseille 22, Rue Breteuil Cedex 6 13281 Marseille, courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr.

Renseignements relatifs aux lots :

Lot(s) 1. -

Le présent accord-cadre concerne les travaux d'entretien, de réparation et de construction de la voirie de la commune du Puy-Sainte-Réparate. Le présent accord-cadre a une durée d'un (01) an renouvelable, de façon tacite, trois (03) fois.

Coût estimé (HT) : entre 50 000 euros et 1 000 000 euros.

Durée : 12 mois à compter de la date de notification du marché.

Mots descripteurs : Voirie

C.P.V. - Objet principal : 45233141

Objets supplémentaires : 45233120

45233142.
